

Les marchés des engrais bouleversés par la guerre en Ukraine

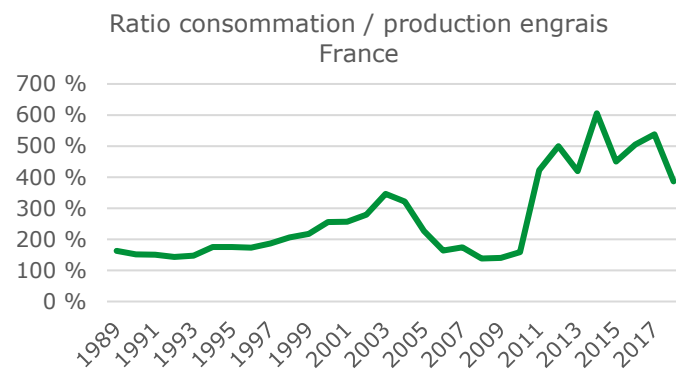
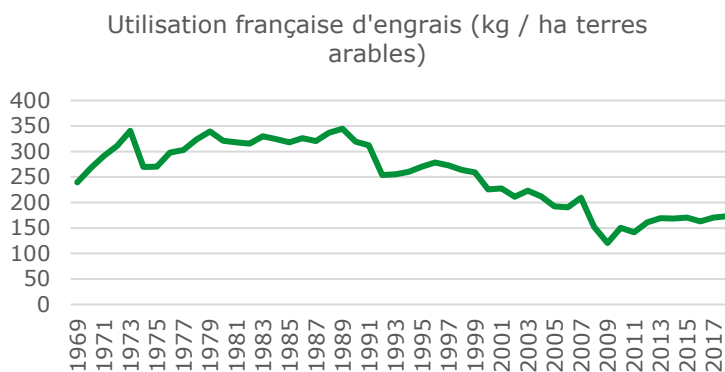
Analyse

Les marchés des engrais sont bouleversés par la guerre en Ukraine. Les enjeux sont importants pour l'agriculture nationale dans la mesure où la France importe la majeure partie des engrais utilisés sur le territoire.

Cette note explique la hausse historique du prix des engrais ces derniers mois et propose quelques perspectives pour l'année 2023.

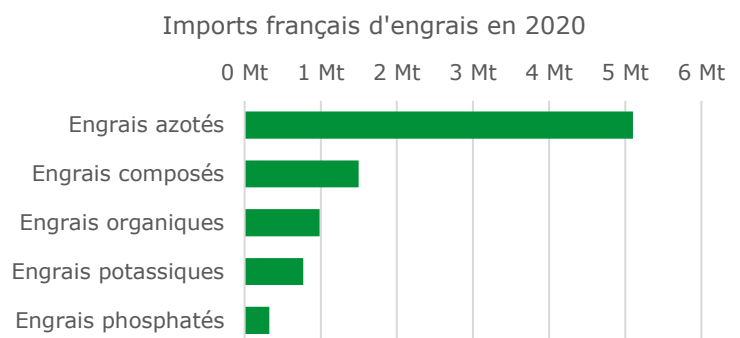
La France très dépendante des imports d'engrais

Bien que substantielle, la production française d'engrais est fortement insuffisante pour subvenir aux besoins français. **La production française couvre à peu près un quart des besoins nationaux.**

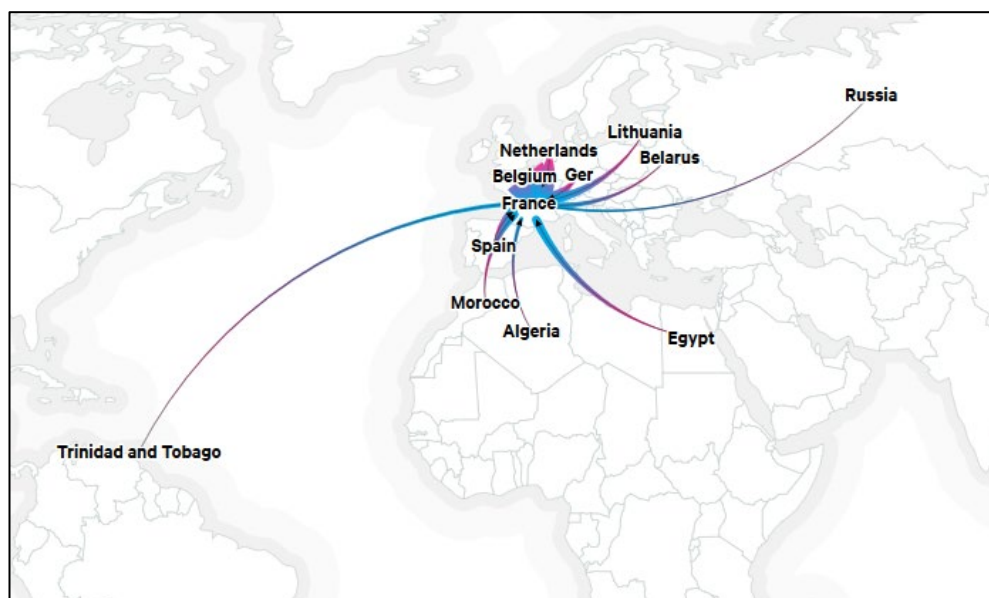


Source : Banque mondiale

Ces dernières années, la France importe autour de 8,5 millions de tonnes d'engrais (3,6 % des échanges mondiaux). Plus des deux tiers des engrais importés sont des engrais azotés.



Source : Banque mondiale



Outre nos voisins de l'Union Européenne, la France a recours aux importations du Nord de l'Afrique (Maroc, Algérie, Egypte), de l'Est de l'Europe (Biélorussie, Russie) et de Trinidad-et-Tobago.

Source : Ressource Trade – Shatam House

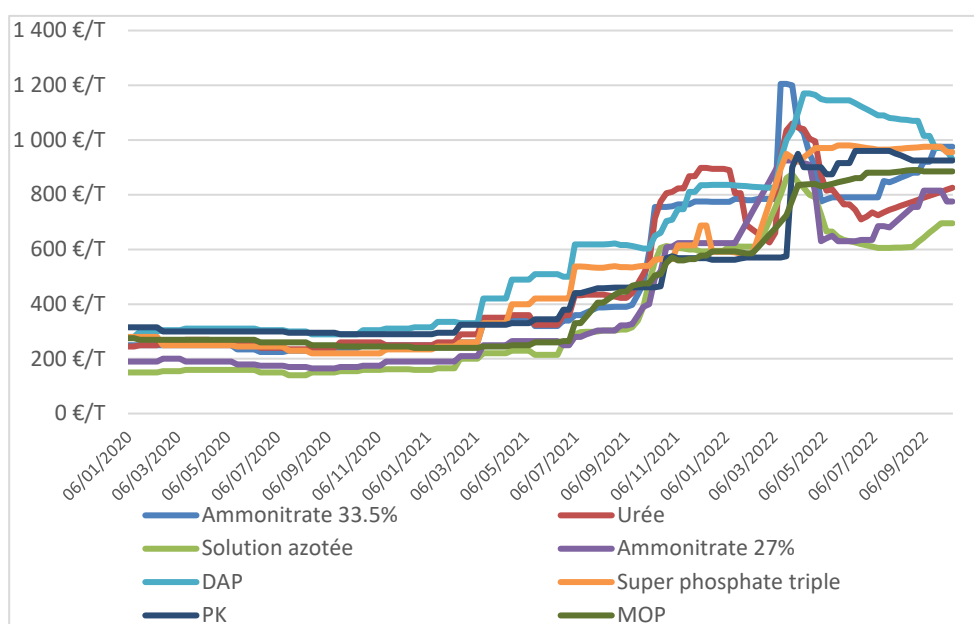
En ce qui concerne les engrais azotés, si les approvisionnements restent avant tout européens (Belgique, Allemagne, Pays-Bas), les matières premières utilisées par ces usines (gaz, formes d'engrais intermédiaires) sont majoritairement importées de l'extérieur de l'Union Européenne. Ceci ne faisant en réalité que déplacer les enjeux liés à la dépendance.

L'ammonitrate représente 36 % de la fertilisation azotée en France. La France en est le premier consommateur en Europe et le deuxième dans le monde. Cet engrais, comme l'azote liquide, est une spécificité française, il n'y a pas de cotation internationale. Ailleurs dans le monde, on utilise surtout de l'urée et de l'ammoniac anhydre.

Une conjoncture mondiale qui tire les prix vers le haut

La France et l'Europe sont très fortement dépendantes des importations et donc de la conjoncture internationale du prix des engrais. Ceci la rend vulnérable aux marchés internationaux et aux événements les affectant. La hausse récente du prix des engrais impacte ainsi les acheteurs français et européens.

Cette hausse affecte les engrais azotés mais aussi les engrais potassiques et phosphatés.



Source : web-agri.fr

La hausse du prix de ces engrais est antérieure à la crise ukrainienne et se place d'abord dans un contexte de flambée des prix des matières premières. Ainsi, en décembre 2021, les engrais simples azotés avaient déjà vu leur prix plus que doubler sur l'année écoulée. Cette hausse est principalement due à l'envolée des prix sur le marché de l'énergie dans un contexte de reprise économique à la suite de la pandémie mondiale de Covid-19. Les engrais nécessitant une quantité non négligeable d'énergie pour être produits et transportés sont alors impactés. Cela est plus vrai encore pour les engrais à base d'azote pour lesquels les combustibles (majoritairement du gaz) entrent directement dans le processus de fabrication. Ainsi, les prix des engrais sont très dépendants des évolutions du prix du gaz.

Le prix de ce dernier a fortement augmenté sur un an pour des raisons diverses :

- la reprise économique post-Covid, notamment en Chine entraînant une forte tension sur les marchés de l'énergie et donc du gaz.
- Des stocks bas en 2021.
- Un contexte géopolitique particulier : une possible réduction de l'offre de gaz russe en 2021 pour des raisons stratégiques (North Stream 2) avant que le déclenchement de la guerre en Ukraine ne vienne donner au phénomène une tout autre mesure.

Depuis la guerre, en Ukraine d'autres phénomènes ont affecté le prix du gaz :

- réduction de l'approvisionnement de gaz russe vers l'Europe. L'Union Européenne se tournant alors massivement vers le Gaz Naturel Liquéfié pour s'approvisionner et reconstituer ses stocks. Ce dernier, déjà structurellement plus cher que le gaz transporté par pipeline, a fait l'objet d'une bataille commerciale très intense au niveau international, faisant s'envoler son prix.
- Des mesures gouvernementales dans le monde qui ont amorti l'effet sur les ménages, mais qui ont également maintenu une demande de gaz élevée.
- Des problèmes de production électrique qui ont conduit certains pays à augmenter la part du gaz dans leur mixte énergétique (ex : l'entretien du parc nucléaire français).
- Un prix du charbon et du CO2 qui rend le gaz toujours compétitif face à celui-ci.

Ainsi, le principal composant du prix des engrais a vu son prix augmenter nettement. Sur le marché des engrais azotés, la guerre a également rebattu les cartes :

- la Chine (premier producteur d'engrais azoté) a limité ses exportations d'engrais pour favoriser ses approvisionnements nationaux dans un premier temps. L'Ukraine a fait de même.
- La Russie (premier exportateur) a également vu ses exportations d'ammoniaque et d'ammonitrates se contracter, celles-ci sont notamment utilisées dans les usines de production européennes.
- La demande indienne (deuxième importateur mondial) a été forte en raison d'une production nationale insuffisante.

Quelles suites pour les événements ?

Si les difficultés liées à la hausse de charges devraient pouvoir être surmontées dans la plupart des productions en 2022, les interrogations se portent désormais avant tout sur 2023. Comment va évoluer le prix des engrais ?

Sur le marché du gaz, principale composante du coût des engrais, les fondamentaux sont les suivants :

- le climat hivernal : celui-ci jouera un rôle crucial sur la capacité des Européens à gérer leur stock.
- Les tensions sur le marché du gaz naturel liquéfié (GNL) : si la fabrication de ce dernier est déjà plus coûteuse, c'est avant tout la demande sans précédent sur ce marché qui explique son prix actuel. Après plusieurs mois d'achat à très hauts coûts, les stocks européens sont au plus haut (plus de 90 %). Certains analystes comme Goldman Sachs prévoient ainsi une accalmie sur le marché du GNL et une baisse progressive du prix du gaz. Il convient cependant de rester prudent, la demande européenne

ayant évincé celles des pays asiatiques comme la Chine qui vont devoir également reconstituer leurs stocks.

- Le mixte énergétique pour la production d'électricité : une forte disponibilité des autres sources de production électrique dans les prochains mois pourrait permettre de relâcher la demande de gaz.
- Le niveau de la production dans les industries, notamment en Chine : celles-ci représentent une demande certaine sur le marché gazier.
- La capacité de la Russie à retrouver des débouchés pour sa production : cela représenterait une offre supplémentaire sur le marché mondial, relâchant un peu la pression sur celui-ci. Avec des stocks au plus haut et une demande insuffisante, la Russie brûlerait actuellement pour 4 millions d'euros de gaz chaque jour.
- Les mesures de blocage au niveau européen : l'Union envisagerait actuellement d'imposer un plafond au prix du gaz importé de Russie. Elle a aussi bloqué plusieurs semaines les ventes d'engrais russe grâce aux sanctions bancaires.

Sur le marché des engrais :

- L'arrêt de production de nombreuses usines en Europe dû au prix du gaz : la production sur le territoire de l'Union européenne ne dépasserait actuellement pas 35 % de ses capacités habituelles. Yara a ainsi stoppé la production de deux de ses usines européennes. L'usine du Havre est la dernière à fonctionner fin septembre. Des difficultés d'approvisionnement sont possibles au printemps prochain.
- Les possibilités d'exportations russes : l'ONU met l'accent sur l'importance de ne pas sanctionner le secteur des engrais russes pour soutenir la production agricole mondiale.

Lorris Gresset – Elodie Turpin - Service Economie, Veille et Prospective

Mise à jour le 16 octobre 2022